

Revue de presse 10 - 14 novembre 2011

Voici la revue de presse post-manifestation. Du Journal de Québec à Radio-Canada en passant par le Devoir et CHOIX FM, tous et toutes peuvent se faire une idée de la couverture médiatique.

14 novembre 2011

Le PQ proposerait un nouveau gel des droits de scolarité

Martin Ouellet, La Presse Canadienne

Aussitôt au pouvoir, le Parti québécois (PQ) abolirait la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité annoncée par les libéraux et décréterait un nouveau gel.

L'opposition péquiste juge déraisonnable le rattrapage de 325 \$ par année sur cinq ans que compte imposer le gouvernement Charest aux étudiants à compter de l'automne 2012.

Après avoir absorbé cinq hausses annuelles consécutives de 100 \$, les étudiants ont suffisamment passé à la caisse et méritent «un temps d'arrêt», a fait valoir en fin de semaine dernière la porte-parole du PQ en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy.

«En septembre 2012, il y aura eu cinq années de hausse de 100 \$ par année. Nous, ce qu'on dit, c'est qu'avant d'aller plus loin, on doit s'arrêter là. Le gel est simplement un temps d'arrêt et après un débat, des décisions seront prises», a-t-elle dit en entrevue à La Presse Canadienne.

Ainsi, le PQ aux commandes ferait table rase des augmentations supplémentaires prévues dans le dernier budget du gouvernement libéral, le temps d'asseoir autour d'une même table tous les intervenants dans le cadre d'un grand forum sur le financement de l'éducation.

«On doit faire un véritable forum, pas seulement avec les étudiants, mais avec tout le monde, pour se demander quels sont les choix qu'on veut pour la suite des choses», a expliqué Mme Malavoy.

Le débat porterait entre autres sur le niveau de contribution des étudiants, la part exigée de l'État, la part des entreprises ainsi que sur la gestion des universités, dont les frais «institutionnels» alourdissent le fardeau des étudiants.

«Puisqu'il y avait un gel, les universités ont un peu détourné la question en ajoutant des frais. Est-ce qu'on peut encadrer ces frais de façon beaucoup plus sévère? Est-ce qu'on peut définir la part que feraient les entreprises? Autrement dit, refaisons le débat social qu'on a fait au Québec il y a quelques décennies», a-t-elle suggéré.

L'opposition péquiste déplore en outre que le gouvernement veuille faire porter aux étudiants le poids «d'un rattrapage inouï» des droits de scolarité «sans trop interpellier les universités».

«Les universités ont besoin de financement particulièrement pour l'enseignement et la recherche, mais je pense qu'on peut questionner certaines de leurs dépenses faites ces dernières années. Tant que ces questions ne sont pas clarifiées, pourquoi les étudiants devraient-ils payer un coût si important?», a soulevé Mme Malavoy.

La députée de Taillon se dit convaincue que la croissance actuelle des droits de scolarité nuira à l'accessibilité des moins nantis aux études supérieures et aura, à terme, un impact négatif sur le développement économique du Québec.

Ouvert à toutes les suggestions, le Parti québécois refuse néanmoins de s'engager sur le terrain de la gratuité scolaire.

Contrairement à l'Option nationale de l'ex-péquiste Jean-Martin Aussant et à Québec solidaire qui promettent une éducation gratuite du primaire à l'université, le PQ croit que les étudiants doivent assumer une part du coût de leur scolarité.

«On n'a pas l'intention de revenir en arrière jusqu'à la gratuité. On pense que ce serait irréaliste compte tenu de notre situation en Amérique du Nord. Mais d'être

mieux que les autres et que ça coûte moins cher (d'étudier au Québec qu'ailleurs, je n'ai pas de problème avec ça», a-t-elle dit.

14 novembre 2011

Droits de scolarité - Les étudiants et le gouvernement s'affrontent en ligne

Marco Bélair-Cirino, Le Devoir

La bataille du Web entre le ministère de l'Éducation et les fédérations étudiantes collégiales et universitaires est féroce. Ce week-end, des étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité ont en moins de deux clics «pris en otage» le nom de domaine linebeauchamp.com et ont mis en ligne le site droitsdescolarite.ca pour faire entendre leur voix.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) avait ouvert un nouveau front la semaine dernière dans la bataille de la hausse des droits de scolarité en dévoilant le site www.droitsdescolarite.com et en commanditant des liens surplombants des pages triées sur le volet vers ce dernier. Il suffisait de saisir les acronymes des fédérations étudiantes collégiales et universitaires — FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec), FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec) et ASSE (Association pour une solidarité syndicale étudiante) — ou les expressions «manifestation étudiante» et «grève étudiante» dans le moteur de recherche de Google pour voir apparaître un lien commandité vers le site www.droitsdescolarite.com, où le MELS défend son projet d'augmenter les droits de scolarité.

Mais, hier, les bandeaux publicitaires avaient disparu, ce qui laisse croire que les internautes ont réussi le tour de force d'«épuiser le budget du ministère pour cette campagne» en cliquant à répétition sur le résultat publicitaire du site Web

www.droitsdescolarite.com. «Chaque clic coûte entre 0,15 \$ et 1,20 \$ au gouvernement du Québec», indiquaient-ils.

Le MELS a déboursé 50 000 \$ afin que l'agence de communication Cossette crée le site www.droitsdescolarite.com et en fasse la promotion. «Le gouvernement s'approprie nos noms d'organisations? Des étudiants et étudiantes ont donc bénévolement détourné leur site de campagne vers droitsdescolarite.ca pour mettre en avant notre argumentaire», a souligné hier le porte-parole de l'ASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

«Échange d'otages»

Pour leur part, les personnes se cachant derrière le site linebeauchamp.com proposent à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, rien de moins qu'un échange d'otages»: «le nom de domaine [détenu depuis vendredi dernier] sera libéré si les informations partielles et biaisées contenues sur le site www.droitsdescolarite.com sont modifiées pour exprimer, en plus des avantages d'une hausse, le revers de la médaille».

En créant www.droitsdescolarite.com, le MELS disait mettre en oeuvre une recommandation du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, c'est-à-dire donner plus d'informations sur son intention de hausser de 1625 \$ la facture des étudiants.

Le site Internet avait été mis en ligne vendredi, soit au lendemain d'une manifestation d'au moins 12 000 étudiants dénonçant dans les rues de Montréal la hausse des droits de scolarité annoncée dans l'ultime budget du ministre des Finances, Raymond Bachand.

11 novembre 2011

Droits de scolarité - Une manif nécessaire

Josée Boileau, Le Devoir

Ce n'était pas la manifestation historique de 2005, celle qui avait réuni plus de 80 000 jeunes pour protester contre la transformation des bourses étudiantes en prêts. Mais les 20 000 personnes qui ont fait part hier de leur mécontentement devant la hausse brutale des droits de scolarité prévue par le gouvernement libéral ont montré que le mouvement étudiant avait encore du ressort.

Le gouvernement Charest a besoin d'entendre clairement qu'il va trop loin, trop vite et trop brusquement. Pour certains étudiants, cela les mène tout droit vers un mur. Pour la société québécoise, c'est un mauvais message que l'on tente de lui faire avaler avec des arguments fallacieux.

Obliger les étudiants à subir une hausse de 75 % sur cinq ans de leurs droits de scolarité en faisant valoir que cela n'est pas grave puisque leurs études leur vaudront plus tard de gros salaires, c'est taire le fait que c'est d'abord la société toute entière qui s'enrichit quand elle compte un grand nombre de diplômés. Cela accepté, c'est ensuite qu'on doit poser la question: qui doit payer pour y arriver? Qui doit donner le coup de pouce supplémentaire qu'on dit aujourd'hui indispensable pour financer les universités? Le gouvernement ne demande rien aux entreprises et le recours à l'impôt a été démonisé dans nos sociétés séduites par les solutions de droite. Il ne reste donc que les étudiants comme vaches à lait.

Le gouvernement a décidé de se donner 1968, année de fondation du réseau de l'Université du Québec, comme repère pour déterminer la hausse à appliquer. Il ne dit pas toutefois qu'à l'époque, les frais afférents n'existaient pas, alors qu'aujourd'hui, ils ajoutent des centaines et des centaines de dollars à la facture

annuelle «officielle» de 2415 \$ que coûte présentement au Québec une année universitaire. De cela, il ne parle jamais.

Il n'insiste pas trop non plus sur la mauvaise gestion qui draine des centaines de millions de dollars dans les universités et qui est parfaitement symbolisée par l'îlot Voyageur, aventure immobilière de l'Université du Québec à Montréal maintenant abandonnée aux quatre vents. Le gouvernement dit que la surveillance sera désormais plus serrée. Mais ce tour de vis est plus léger que celui imposé aux étudiants.

Car le problème, ce n'est pas l'augmentation en soi: à 100 \$ de plus par année, comme cela se pratiquait depuis cinq ans, il y avait là une progression encore acceptable. En décidant de courir trois fois plus vite, sans s'assurer qu'il n'y aura pas d'impact sur l'accessibilité aux études, sans ajuster son programme de prêts et bourses (auxquelles 80 % des étudiants n'ont pas accès puisque dès que papa et maman font, à deux!, 60 000 \$ par année, un jeune n'y a plus droit), le gouvernement a opté pour la précipitation plutôt que le geste mesuré.

Il y a de l'injustice dans cette façon de faire. Et bien de la condescendance de la camoufler derrière une supposée équité intergénérationnelle.

11 novembre 2011

La valeur de l'éducation

Yves Boisvert, La Presse

Au Québec, deux catégories de gens ne paient pas ce qu'ils doivent à leur université.

Ceux qui la fréquentent en ce moment. Et ceux qui se sont enrichis grâce à elle.

Ceux qui fréquentent l'université en ce moment n'ont pas seulement la chance de payer moins que tous les autres Canadiens; ils paient moins cher que leurs parents et leurs grands-parents - s'ils ont eu la chance d'y accéder.

Quant aux diplômés des universités québécoises, on n'en trouve guère de plus chiches au Canada.

On accuse souvent les entreprises de ne pas donner assez, et sans doute pourraient-elles en faire plus.

Mais considérez un instant cette statistique: dans l'ensemble du Canada, les dons des individus représentent 42% du financement privé des universités - c'est même 46% en Ontario.

Au Québec? Une maigre part de 6% des dons provient des particuliers. Le reste vient d'entreprises.

C'est encore plus déprimant si l'on considère la situation des universités francophones. En effet, la moitié des dons (ou de legs par testament) de particuliers au Québec sont faits aux universités anglophones, qui n'accueillent pourtant que le quart des étudiants.

Ce que ça veut dire? Que les diplômés québécois n'ont pas une grande reconnaissance envers leur université et la soutiennent mal.

Y compris des gens qui ont très bien réussi, dont certains ne manquent pas de râler contre les étudiants d'aujourd'hui.

Tout cela est assez cohérent et en dit long sur la valeur que nous accordons à l'éducation au Québec. Jeunes ou vieux, on aime l'éducation, ah ça, oui... Mais on préfère la faire payer par les autres.

Les étudiants d'aujourd'hui comme ceux d'hier réclament l'argent des contribuables.

Les diplômés d'hier se disent que «les compagnies» donneront aux universités. Ou n'en ont tout simplement rien à cirer.

En tenant compte de l'inflation, les 2200\$ de droits annuels de 2011 représentent moins que les 500\$ exigés en 1968.

Les enfants des nantis sont deux fois plus nombreux que ceux des familles pauvres à l'université (c'était trois pour un il y a 40 ans). Pas difficile dès lors de voir que le régime actuel transfère carrément de l'argent des pauvres aux riches. Dans cinq ans, les droits atteindront 3800\$ par année. Encore largement sous la moyenne canadienne.

Un cours de trois ans coûtera donc environ 5000\$ de plus. Quand on sait que le moindre bac (sauf en théologie!) vaudra au moins 30 fois ça sur une vie, ça demeure une bonne affaire!

Un étudiant en pharmacie réalise un taux de rendement de 27%; en médecine de 21%; un étudiant en lettres, de 8%. Qui dit mieux?

Sans compter les bénéfices clairs, mais non chiffrables de l'éducation sur tous les aspects de la vie, le moindre n'étant pas la santé.

Les leaders étudiants ne vous diront pas que ça ne vaut pas 5000\$ de plus. Ils ne sont pas fous. Ils sont même très bons - prenez des notes: on en verra dans des cabinets ministériels, c'était comme ça en 1960, en 1985, et ce sera encore comme ça.

Non, c'est pour les pauvres qu'ils mobilisent les masses estudiantines, mesdames et messieurs.

Il est vrai que l'augmentation des droits peut avoir un impact pour certains - très peu nombreux. C'est pourquoi on doit améliorer encore le régime de prêts-bourses et les mécanismes de remboursement.

On devrait aussi faire en sorte de moduler les droits selon les programmes et les perspectives de revenus - les vétérinaires paient 6% de leur formation, les politologues 40%.

Mais le vrai drame de l'accès est invisible: tous ceux qui ne finissent pas leur secondaire, ou leur cégep. Les économistes disent que ceux qui ne persévèrent pas «sous-estiment les bénéfices et surestiment les coûts» de l'éducation universitaire. On ne le leur a pas fait valoir.

C'est eux qu'il faut viser par des campagnes autant que par des bourses, bien avant l'université.

Mais à bien y regarder, c'est tout le Québec en général qui sous-estime la valeur de l'éducation.

Le vendredi 11 novembre 2011

Frais de scolarité

Beauchamp ne bronche pas

Régys Caron, Journal de Québec

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, s'est montrée intraitable hier, au moment où moins de 10 000 étudiants protestaient dans les rues du centre-ville de Montréal contre la hausse des droits de scolarité à l'université.

Le mouvement étudiant est divisé, a constaté la ministre de l'Éducation. « Il y a le mouvement étudiant, mais on ne peut pas -décrire l'ensemble des étudiants universitaires et collégiaux comme faisant partie d'un groupe monolithique », se rassurait Mme Beauchamp en point de presse. Peu d'étudiants de la région de Québec ont participé à la grève d'un jour, a-t-elle souligné.

Line Beauchamp a promis de se montrer plus exigeante envers les universités et de les surveiller de près quant à l'usage qu'elles feront des fonds publics qui leur sont versés.

« Elles devront signer des ententes. Il y a des cibles et des pénalités qui sont prévues si elles ne respectent pas leurs engagements. »

Injection de capitaux

Le gouvernement Charest entend ajouter 850 millions de dollars, de façon récurrente, au financement des universités au tournant de 2016-2017. Une bonne partie de cette somme proviendra des droits de scolarité.

« 85 % de l'argent devra servir à bonifier l'enseignement et la recherche, a précisé Mme Beauchamp. Ça veut dire plus d'embauche de professeurs et du meilleur équipement dans les salles de cours. Et on exige que leurs politiques salariales correspondent à (celles) de la fonction publique québécoise », a plaidé la ministre.

75 % sur 5 ans

Line Beauchamp s'est montrée tout aussi inflexible face aux attaques répétées des -députés de l'opposition officielle. La députée de Taillon, Marie Malavoy, a rappelé que la hausse de 75 % des droits de scolarité sur cinq ans rendra les études -universitaires hors de prix pour des milliers de jeunes qui n'ont pas accès aux prêts et bourses.

11 novembre 2011

Frais de scolarité

Des milliers d'étudiants prennent le Québec d'assaut

Charles Lecavalier, Nicolas Ducharme et Nicolas Saillant, Agence QMI

MONTREAL - Entre 20 000 et 30 000 étudiants ont marché dans les rues de Montréal jeudi pour dénoncer la hausse des frais de scolarité universitaire. La manifestation pacifique s'est toutefois terminée par du grabuge et quatre arrestations devant les bureaux du premier ministre Jean Charest au centre-ville, puis sur le campus de l'Université McGill.

Les manifestants s'opposent à la décision du gouvernement Charest d'augmenter les droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans. Cette hausse correspond à environ 300 \$ par année. Ils soutiennent que cela réduirait l'accessibilité aux études. Plus de 200 000 étudiants avaient précédemment voté pour une grève générale jeudi.

«C'est un mouvement historique», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (l'ASSE). Il s'est dit surpris de l'ampleur du mouvement.

Après avoir envahi la place Émilie-Gamelin sous les sons des trompettes, tambours et autres instruments de musique improvisés, les milliers de manifestants ont bruyamment entamé, vers 14h30, une marche qui s'est terminée devant les bureaux du premier ministre Charest sur l'avenue McGill College. C'est là où les esprits se sont quelque peu échauffés.

Des étudiants de partout

Sarah Tchoryk, étudiante en géographie, fait partie de la délégation de 400 Rimouskois qui ont quitté leur patelin à 6h30 pour être à Montréal à temps. «Pour beaucoup d'étudiants en région, nous sommes la première génération à atteindre l'université. On ne veut pas perdre ça», a affirmé cette dernière.

Les anglophones étaient aussi présents en grand nombre. «Peu importe notre origine, nous sommes tous ici pour protester contre cette hausse injustifiée», a dit Nicolas, de l'Université Concordia. Certaines familles étaient sur place. «Je le fais pour mon fils, pour sa génération. C'est eux que nous oublions avec cette décision», a expliqué Annie Lapierre, accompagnée d'Hyacinthe, 11 ans.

Plusieurs étudiants ont été aperçus avec des masques d'Anonymous, symbole du groupe internet du même nom, connu pour ses attaques contre Sony et

Mastercard. «On ne veut pas faire la révolution, mais les choses doivent changer. Je porte d'ailleurs le masque sur ma tête et pas sur mon visage parce que je ne veux pas faire du trouble», a dit Anthony Stafford, étudiant en histoire de l'art à l'Université Laval qui a fait le trajet Québec-Montréal en autobus.

Les appuis abondent

Une centaine de groupes, dont la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ) et la Fédération des femmes du Québec (FFQ), ont fait savoir qu'ils étaient contre cette hausse. Les chefs des fédérations étudiantes ont indiqué qu'ils ne lâcheront pas prise et ont laissé entendre que d'autres gestes seront posés si le gouvernement Charest ne revient pas sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité. Plusieurs parlent déjà de grève générale illimitée durant l'hiver.

Ailleurs au Québec

Dans la ville de Québec, environ 150 cégépiens se sont postés devant l'entrée principale du Cégep Garneau vers 6h30 pour forcer l'administration à annuler les cours des 6000 étudiants. Après qu'une poignée de manifestants se furent assurés de l'annulation des cours, ceux-ci sont montés, vers 10 h, dans les autobus pour se rendre à la grande manifestation prévue en après-midi à Montréal.

Sur la Côte-Nord, un groupe d'étudiants a bloqué l'accès au Cégep de Sept-Îles jeudi matin. Une délégation s'est rendue à Montréal pour la manifestation.

Dans le Bas-Saint-Laurent, la direction du Cégep de Rimouski et celle de l'Université du Québec à Rimouski ont annulé les cours de jeudi parce que des dizaines d'étudiants ont formé des piquets de grève devant ces institutions.

Manifestation étudiante : du grabuge en fin de parcours

Les esprits se sont échauffés devant les bureaux du premier ministre Jean Charest. Alors que les leaders étudiants terminaient leurs discours et que les manifestants commençaient à se disperser, certains jeunes masqués ont lancé de la peinture sur l'immeuble qui abrite aussi la Banque HSBC.

Certains casseurs ont aussi fait détonner des feux d'artifice et des fusées éclairantes sur le bâtiment et un manifestant a été arrêté après avoir jeté un extincteur directement à la tête d'un policier. Peu de temps après, les policiers ont retraité à l'intérieur du bâtiment et c'est la sécurité interne de la manifestation qui a pris le relais.

«C'est stupide et ça envoie le mauvais message, mais on ne peut pas empêcher les casseurs d'agir. Je ne veux pas me battre avec eux. Ils s'arrangeront avec la police, mais je trouve ça dommage», a affirmé Simon Giguère, un étudiant du Cégep Ahuntsic qui était dans l'équipe de sécurité médicale.

Vers McGill

Vers 17h15, un peu plus d'une centaine de manifestants se sont ensuite dirigés vers l'Université McGill pour occuper l'enceinte administrative de l'institution anglophone. C'est là que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a usé de poivre de Cayenne sur ces derniers, qui n'ont visiblement pas apprécié.

«On est ici parce que c'est le haut lieu du lobby qui veut augmenter les frais», a dit un étudiant masqué qui n'a pas voulu révéler son identité. La majorité de ces protestataires soutiennent la cause des employés de soutien de McGill, qui sont en grève depuis le début septembre.

Les manifestants ont été expulsés de l'enceinte universitaire par l'escouade antiémeute vers 17h45.

Des arrestations

Quatre personnes, trois hommes et une femme ont été arrêtés, selon le SPVM. Des accusations seront portées pour agression armée contre un agent de la paix, vol, entrave et possession de couteau.

«Dans l'ensemble, ça s'est bien passé sauf vers la fin», a dit Ian Lafrenière, porte-parole du SPVM. La police n'a pas utilisé de gaz lacrymogène, mais plutôt du poivre de Cayenne. Aucun blessé n'a été constaté.

Appui mitigé à la manifestation étudiante à Trois-Rivières

Seulement une poignée d'étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) se sont rendus à Montréal pour protester contre la hausse des frais de scolarité, révélant un appui mitigé aux manifestations qui ont pris place dans la province.

Quelque 60 manifestants se sont rendus dans la métropole, ce qui constitue une mince représentativité considérant qu'il y a près de 12 500 étudiants à l'UQTR.

D'ailleurs, l'université n'était pas en grève jeudi.

«C'est difficile pour eux, un jeudi, de manquer leurs cours. Certains avaient des examens aujourd'hui. Les étudiants sont contre la hausse des frais de scolarité, mais ils tiennent à faire leurs études. Manquer un cours, ce n'est pas évident», a expliqué Hugo Mailhot-Couture, président de l'association étudiante de l'UQTR.

Manifester, un moyen dépassé?

À l'intérieur de l'établissement, rien ne révélait jeudi qu'une manifestation provinciale était en cours. «Je suis au courant, mais j'avais un cours ce matin alors je ne pouvais y aller», a dit Joanie Ouellet, étudiante en kinésiologie.

L'étudiante admet vivre sur sa marge de crédit, mais doute fortement qu'une manifestation puisse changer quelque chose à la décision du gouvernement Charest. «Ce n'est pas la première fois qu'il y a une manifestation, mais ça ne change jamais rien, a-t-elle dit. Il y en a trop fréquemment et ça vire souvent en violence. Peut-être que s'il y avait plus de monde ce serait mieux, mais je suis mitigée. Je vais faire quelque chose de plus utile cet après-midi : mes devoirs.»

Du côté du Cégep de Trois-Rivières, qui était en grève jeudi, une centaine d'étudiants ont manifesté à Montréal.

Faible mobilisation à Québec

Malgré la fermeture du cégep F.-X.-Garneau, la mobilisation contre la hausse des frais de scolarité n'a pas rallié un grand nombre d'étudiants à Québec.

Quelque 8000 étudiants du cégep Garneau et de l'Université Laval ont débrayé jeudi afin de se rendre à une grande manifestation nationale à Montréal, mais seulement une dizaine d'autobus scolaires ont été nécessaires pour transporter les manifestants.

Vers 6h30, environ 150 cégépiens se sont postés devant l'entrée principale du Cégep Garneau pour forcer l'administration à annuler les cours des 6000 étudiants. À l'Université Laval, six départements de sciences sociales représentant 2000 universitaires ont voté pour cette journée de grève.

Après qu'une poignée de manifestants se furent assurés de l'annulation de certains cours universitaires, environ 500 étudiants ont pris l'autobus pour le grand rassemblement contre la hausse des frais de scolarité de Montréal.

Peu d'appuis

Le mouvement de mobilisation n'a donc pas pris l'ampleur souhaitée par les associations étudiantes. Au Cégep de Sainte-Foy, les étudiants se sont prononcés à 55 % contre la grève alors qu'au Cégep Limoilou la mobilisation s'est limitée à un «bed-in».

À Garneau, plusieurs étudiants qui s'étaient rendus à leurs cours malgré la grève se sont dits outrés par la façon dont le vote s'est tenu le 2 novembre. «On a bâillonné de force des milliers d'étudiants... Il y a eu de l'intimidation envers ceux qui étaient contre la grève», a déploré une autre étudiante qui affirme que le vote a été manipulé.

«Les profs encourageaient les gens à aller voter en échange de points bonis», a ajouté Yoan Proulx, qui attendait le bus, jeudi matin, pour retourner chez lui, à Lévis.

Québec emboîtera le pas

Les différentes associations croient toutefois que les étudiants de Québec participeront de façon active aux prochaines manifestations. «Moi, je ne suis pas inquiète avec ce qui se passe; les gens de Québec vont suivre», pense Marie-Christine Trottier, de l'Association des étudiants en histoire. Valérie Plante, de l'Association étudiante du Cégep Garneau, était également confiante. «Québec, c'est toujours une région qui réagit tardivement», a-t-elle dit.

11 novembre 2011

20 000 manifestants contre la hausse des droits de scolarité - Les étudiants disent avoir gagné une bataille

Lisa-Marie Gervais, Le Devoir

Ils n'ont pas gagné la guerre, mais les étudiants ont néanmoins l'impression d'avoir remporté une bataille. En plus de l'appui des quelque 200 000 étudiants en grève d'un jour, ils ont été près de 20 000, hier, à manifester dans les rues détrempées de Montréal pour dénoncer la hausse de 75 % des droits de scolarité.

«On sent qu'il y a une certaine unité», a soutenu Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «On a rarement vu une mobilisation comme ça. C'est une belle victoire du mouvement étudiant.» Elle s'est réjouie de l'appui des syndicats et autres membres de la société civile qui ont embrassé leur cause, portant bien haut parapluies et pancartes. «Avec les groupes sociaux, on voit qu'il y a une pression populaire qui s'installe et que ça peut nous aider», a-t-elle avancé.

Selon Mme Desjardins, les recteurs sont isolés et représentent de moins en moins la communauté universitaire. «Les profs, les chargés de cours et les employés de soutien sont avec nous. Il va falloir que [les recteurs] soient beaucoup plus représentatifs», a-t-elle indiqué. Elle cite en exemple la position contre la hausse adoptée par la commission des études de l'UQAM, tandis que le recteur Claude Corbo s'en est dissocié. «Même aux tables décisionnelles, il se passe quelque chose.»

Déjà, en début d'après-midi sous un ciel incertain, le rassemblement monstre à la place Émilie-Gamelin en disait long sur la volonté des marcheurs. «Je travaille déjà 30 heures semaines pour arriver», a dit Charles-Anthony Villeneuve, étudiant en science de l'environnement à l'UQAM. «Je ne pourrais pas étudier si les frais étaient de 3000 \$.» Barbara Boutin, étudiante à la maîtrise en travail social, est sortie dans la rue avec ses trois enfants. «Je dois concilier travail, famille et études. Si on augmente les frais, il va falloir que je travaille plus et ça va affecter toute ma vie autour», a-t-elle déploré. Croisé sur les marches de la

place en face de l'UQAM, le sculpteur et défenseur des droits de la personne, Armand Vaillancourt, a dit craindre l'endettement des générations futures. «On n'a pas d'affaire à leur imposer une dette qui va compromettre l'avenir de tout un peuple», a-t-il lancé.

Dans les poches des étudiants

C'est en scandant «on veut étudier, on ne veut pas s'endetter» que les manifestants ont marché sous la pluie, escortés discrètement par l'escouade antiémeute de la police de Montréal. Sur les pancartes, on lisait des slogans dénonçant la précarité dans laquelle la hausse allait les plonger, ou encore la privatisation du système d'éducation. «J'ai le choix: m'éduquer ou manger». «Stop à la prostitution de l'éducation!»

Présente à la manifestation en compagnie d'une délégation de députés du Parti québécois, la porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy, a reconnu que, même s'ils n'ont pas un bulletin sans mauvaise note, tout n'était pas la faute des administrateurs des universités. «Ils ont besoin de financement, mais certainement pas qu'on aille le piger dans les poches des étudiants», s'est-elle indignée. Elle a rappelé que son parti prône un débat de fond et la possibilité de fixer dans une loi-cadre la part que le gouvernement devra verser pour les universités afin d'éviter qu'il se désengage.

Sous la bannière de Québec solidaire, Amir Khadir a mis au défi le ministre des Finances, Raymond Bachand, d'adopter l'une des six sources de financement proposées par son parti. «Appliquer les politiques de redevance sur l'eau, un meilleur niveau de redevance sur les produits miniers, le rétablissement de la taxe sur le capital uniquement pour les entreprises financières et un niveau de taxation pour les plus riches, ce que même Warren Buffett demande, a expliqué

le porte-parole de Québec solidaire. Il peut aller chercher 5 milliards avec ces mesures. Pourquoi choisir, par idéologie, d'ignorer ça?»

Une augmentation «juste»

Malgré toutes les protestations, ils sont plusieurs à soutenir que la hausse des droits est «juste». À commencer par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui trouve normal que les étudiants paient leur part. «Est-ce qu'un étudiant universitaire qui va aller chercher son diplôme et qui va gagner en moyenne entre 600 000 \$ et 750 000 \$ de plus sur l'échelle d'une vie doit faire sa juste part? La réponse est oui. Est-ce qu'une hausse de 325 \$ par année sur cinq ans, prévisible, est une hausse juste? La réponse est oui», a déclaré Mme Beauchamp, à l'Assemblée nationale.

Du même avis, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain rappelle que le gouvernement paie déjà plus de 50 % de la note, soit plus que partout ailleurs au Canada. «Et le gouvernement, c'est nous tous», a fait remarquer son président, Michel Leblanc.

La Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) a indiqué que la hausse était «raisonnable» et qu'elle allait être accompagnée d'une bonification du programme de prêts et bourses. Pour les étudiants, cela ne fera qu'aggraver l'endettement. «80 % des étudiants n'ont pas accès à l'aide financière. Dès qu'une famille fait 60 000 \$, elle en est écartée», a dit Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

La manifestation s'est terminée sans trop de grabuge devant le bureau du premier ministre Jean Charest. «Ça s'est bien déroulé», a noté le sergent Ian Lafrenière, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal. Des

projectiles ont été lancés vers les policiers, tandis que des étudiants s'introduisaient dans l'Université McGill. Les policiers les ont dispersés au poivre de Cayenne.

D'autres actions seront à venir, promettent les étudiants. Avec déjà l'appui d'une dizaine d'associations étudiantes, une grève générale illimitée pourrait bien avoir lieu à l'hiver si le gouvernement ne recule pas, a dit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). «C'était le dernier avertissement pour le gouvernement Charest.»

Avec La Presse canadienne

10 novembre 2011

Cette fois, j'ai voté NON

Garance Philippe, L'auteure étudiante à l'UQAM, Lettre dans La Presse

J'en suis à ma quatrième année à l'UQAM. Le programme dans lequel j'étudie est normalement complété en trois ans. Toutefois, il m'a pris plusieurs sessions pour comprendre comment me comporter pour réussir; comment faire le pont entre une cégépienne et une universitaire, entre une ado et une adulte.

J'ai débuté mon parcours à l'UQAM en septembre 2008. Quelques semaines plus tard, une grève générale illimitée était majoritairement votée pour la session d'hiver suivante. À cette époque, j'avais voté en faveur de la grève. J'avais fièrement élevé ma main. J'avais solennellement suivi l'engouement des levées de cours. En 2008, je ne savais pas pour quoi je votais. J'étais inconsciente des enjeux, et surtout, des répercussions. La solidarité des élèves m'impressionnait. Je me sentais concernée, et c'est ce qui importait. J'avais l'impression d'être

admise dans une gang solide, dans un groupe qui se tient par les coudes. J'étais dans La société des poètes disparus, à ma manière, debout sur un bureau à assumer des principes. J'ai marché à pieds fermes sur le boulevard René-Lévesque, un sifflet à la bouche, pour me donner le sentiment de me faire entendre. Les sessions qui ont suivi m'ont donné la chance de me prendre en main. J'ai évolué en tant que personne, mais en particulier en tant qu'étudiante. J'ai laissé de côté le caractère insouciant de ma démarche académique pour apprécier et emmagasiner le précieux enseignement qu'on me livrait. J'ai finalement compris que mon job actuel, c'est d'étudier. Lundi dernier, une assemblée générale avait lieu. Redondance d'événements, mais différence d'état d'âme. Je me suis sentie enfermée dans un mouvement massif plus grand que moi. Si près du but, du papier de bachelière, on me freine. On stoppe, ou plutôt, on ralentit mon éducation au profit de 160 billets bruns à déboursier sur cinq ans. Il est dit que les gens qui ne votent pas ne peuvent parler de politique, ne peuvent exprimer leurs opinions. Cette fois, j'allais être prête. J'arrivais informée. Au fil de mes recherches, j'ai réalisé qu'un piquetage était simplet, qu'une manifestation de quelques minimes kilomètres était dérisoire. J'ai compris que ce que nous, étudiants, appelons «le gouvernement», savait jouer. C'est une partie de poker où la mise de départ surpasse le poids d'une dizaine de milliers de militants. Disons que le gouvernement nous demandait ultimement une augmentation d'une somme de 100 dollars. Le gouvernement sait pertinemment qu'il y aura contestation, qu'il y aura demande de négociation. Après un nombre incertain de levées de cours et de groupes criards devant les gratte-ciels des dirigeants, le gouvernement nous laissera croire qu'il s'ajuste en réduisant le montant à 75 dollars. Les militants universitaires, porteurs de petits carrés en feutre rouge, se calmeront, se sentiront enfin écoutés. J'imagine «le gouvernement» rire dans sa barbe, puisque fondamentalement, c'est précisément ce montant qu'il visait. Il n'est pas dupe, ce gouvernement, car s'il nous avait demandé 75 dollars au départ, nous aurions fait la requête de baisser à 50. En 2011, j'ai voté contre la grève. J'ai fièrement élevé ma main au nom du

non, parce que partout ailleurs, c'est plus cher. Aux États-Unis, l'éducation est inaccessible. Pas ici. Plus près de nous, au Canada, nous sommes la province qui offre l'enseignement universitaire à prix modique. J'ai solennellement enfreint l'engouement des levées de cours, car à mon sens, si ces habillés du carré en feutre rouge se concentraient sur leurs études, sur leur avenir, ils pourraient un jour être politicien, et ultimement faire une différence. Je ne peux quand même pas m'empêcher de penser au revers de la médaille et de me dire qu'à 22 ans, siégeant dans ce qui est décrit comme l'élite de la société, dans le 18% des Québécois qui acquièrent leur diplôme universitaire, je devrai bientôt commencer à mettre de l'argent de côté, en prévision de mes futurs enfants qui voudront peut-être aussi «bitcher» contre le gouvernement» lorsqu'ils seront à l'université.